

centro de
INDIGENISTA
941
P. IMP
CHIRIHO

CARAJAS : LA FRANCE ET LA CEE ONT SIGNE

En Juillet 82, la France a signé avec ses autres partenaires de la CEE (Communauté Economique Européenne) un financement de 600 millions de dollars destinés à l'exploitation du gisement de fer de Carajas, en Amazonie Orientale (1).

1.1 - Le "projet du siècle"

Le gazoduc soviétique que l'on présente comme le "projet du siècle" n'est pas grand chose en regard du projet "Grand Carajas". Le premier est en effet estimé à 10 milliards dollars alors que pour Carajas il s'agit d'au moins 62 milliards de dollars. Rien que les travaux d'infrastructures, déjà commencés (usine hydroélectrique, ports, voies ferrées), représentent le coût total du gazoduc.

"Grand Carajas" est donc un projet gigantesque dont le noyau central, objet du financement cité ci-dessus, est constitué par l'exploitation d'un énorme gisement (18 milliards de tonnes mais peut-être beaucoup plus) de minerai de fer de très haute teneur.

En dehors du fer, il est prévu l'exploitation de cuivre, de bauxite (trois projets japonais et canadiens sont déjà bien avancés : Alcon, Alunorte, Alcoa), de manganèse, de nickel, sans compter le zinc, l'argent, le chrome et l'or.

Les projets agricoles (culture et élevage) et forestiers utiliseront 10 millions d'hectares.

Quatre millions d'hectares seront destinés à la production de riz (10 millions de tonnes), de manioc (alimentation du bétail) et d'alcool à partir de la canne à sucre. Quant à l'élevage, il sera réalisé par l'installation de 300 grandes propriétés de 10 000 hectares chacune.

Investissement (en milliards de dollars)

<u>projet</u>	<u>invest. directs</u>	<u>inv.indirects infrastructure</u>	<u>total</u>
minéral et métallurgique	28,1	6,8	34,9
forestier	1,3)		
agricole	8,1)	15,7	26,8
élevage	1,7)		
<u>total</u>	<u>39,2</u>	<u>22,5</u>	<u>61,7</u>



Parmi tous les projets inclus dans "Grand Carajas", un seul va être exploité par le gouvernement brésilien, et ceci par l'intermédiaire de la Compagnie Vale do Rio Doce (entreprise gouvernementale). Il s'agit du projet Fer-Carajas, objet du financement cité précédemment (dont la CEE est partie prenante) ; et c'est lui qui va avoir à supporter la plus grande partie des dépenses d'infrastructure. C'est aussi le seul projet dont on est à peu près sûr qu'il ne sera pas rentable, du moins pour le Brésil.

Les autres projets, eux, seront confiés à des entreprises privées : le gouvernement propose toutes sortes de facilités financières pour intéresser des groupes étrangers.

1.2 - Un projet élaboré au Japon

L'initiative de l'élaboration du projet Carajas ne vient pas du Brésil mais du Japon. La conception de base du programme "Grand Carajas", de même qu'un grand nombre de ses paramètres technico-économiques se retrouvent dans une étude réalisée en commun par le Centre Japonais de Développement International (IDCJ) et le Keidaren (sorte de CNPF japonais).

Cette étude a été publiée en mars 1980 sous le titre "A preliminary study on regional development of the Carajas Corridor in Brasil".

Des conséquences négatives pour le Brésil

Les conséquences de ce type de projet d'exportation élaboré à l'étranger sont facilement prévisibles :

- perte du pouvoir de décision sur certaines grandes parties du territoire brésilien comme sur des secteurs de son activité,
- transfert des résultats et des bénéfices vers le capital multinational,
- exploitation déprédatrice des ressources naturelles,
- retard dans l'implantation de plans de développement adaptés aux populations atteintes par le programme.

L'objectif final du programme est la fourniture de matières premières (minerai, produits agricoles) qui vont approvisionner les industries et les marchés des pays développés. De tels produits, hormis le fait qu'ils ne possèdent qu'une faible valeur ajoutée, n'ont pas les effets multiplicateurs sur l'économie brésilienne que permettent des produits plus élaborés.

De plus, ils sont négociés sur des marchés internationaux, suivant les règles et sous le contrôle des grandes entreprises transnationales dont les intérêts ne concordent guère avec ceux du Brésil. Comme le disait le Japonais Yutaka Hongo de la Campo (2), l'intérêt du Japon à soutenir des programmes agricoles au Brésil est précisément de

"favoriser la stabilité ou la chute des prix des produits dont le Japon est le plus dépendant".

1.3 - Perspectives médiocres

Pour le gouvernement brésilien la justification absolue du projet "Grand Carajas" est l'obtention de devises permettant de diminuer le poids de l'énorme dette extérieure. Le projet Carajas, dont le sous-titre est "un projet national d'exportation", est présenté comme le projet de "salut national".

Mais, là encore, les résultats ne sont pas enthousiasmants. Une étude de l'IPEA (septembre 82) (3) montrait que les projets minéraux -et métallurgiques déjà approuvés dans le cadre de "Grand Carajas" (Fer-Carajas, Alunorte, Albras et Alumar) contribueront fort peu à éviter la croissance excessive de la dette extérieure.

L'étude de l'IPEA montre que pour la période 1980/85, ces projets donneront un solde positif de 2,36 milliards de dollars et de 2,37 milliards entre 1985 et 1990, ce qui ne représente que 530 millions de dollars par an.

En réalité, ces soldes seront bien inférieurs car dans l'étude de l'IPEA les dépenses en services, assistance technique, etc.. n'ont pas été comptabilisées. On le sait, il s'agit là d'un poste budgétaire très élevé... et c'est aussi un moyen détourné de rapatriement illicite de bénéfices. Ainsi l'argumentation officielle du gouvernement est sérieusement compromise par les résultats obtenus par l'IPEA.

1.4 - La France et Carajas

La France a donc signé, avec les autres pays de la CEE, un financement de 600 millions de dollars destinés à la Vale do Rio Doce qui doit mettre en oeuvre le seul projet sous la responsabilité de cette compagnie gouvernementale brésilienne, le projet Fer-Carajas. Pourtant à Bruxelles, Edgar Pisani, commissaire chargé de la politique de développement de la CEE, avait émis un avis défavorable et il suffisait qu'un seul pays s'oppose au financement pour tout remettre en cause, la décision devant être prise à l'unanimité.

De son côté, à Bruxelles aussi, l'Assemblée Générale des ONG (5) Tiers-Monde Européennes, avait adressé une motion à la CEE demandant de "sursoir" à toute proposition de prêt dans l'attente d'un complément d'informations" (voir texte à la fin de l'article).

Tout cela en vain. Le lobby industriel de la sidérurgie a imposé Carajas. Il y avait une autre alternative d'approvisionnement en Afrique, en Guinée et au Gabon, moyennant un investissement bien plus réduit ; mais cette solution a été écartée car elle comportait - a-t-on dit - par rapport à la solution brésilienne, un risque politique plus important. Monsieur Claude Cheysson a répondu aux ONG françaises, le 25 Juin 1982

que la France avait réservé son avis "en attendant de recevoir des éclaircissements sur plusieurs aspects de cette opération dont le plus important concernait bien évidemment la sauvegarde des populations locales".

Ayant appris que la Banque Mondiale qui attribue au même projet un prêt de 300 millions de dollars, avait conditionné le décaissement des tranches du prêt à la réalisation d'un programme de 13,6 millions de dollars destinés à la protection des populations, la France "a estimé que des garanties suffisantes étaient apportées sur ces questions humanitaires".

1.5 - Le projet financé par la Banque Mondiale:

Un ethnocide bien indemnisé -

On peut se demander si le contenu de ce projet destiné à la protection des populations locales a été bien examiné. Tout d'abord ce projet ne se préoccupe ni de l'environnement, ni des populations non-indiennes. Quant à la protection des populations indigènes, l'on peut se poser quelques questions quand on sait qui a élaboré ce projet et qui va être chargé de le mettre en oeuvre.

Le projet a été élaboré par la FUNAI (6) organisme dont la corruption et les méthodes d'exploitation et de spoliation des nations indigènes sont bien connues.

Donc, ce projet, élaboré par la FUNAI, reçoit les ressources financières de la Banque Mondiale par l'intermédiaire de la Compagnie Vale do Rio Doce (CVRD) maître d'oeuvre du projet Fer-Carajas. Les 13,6 millions de dollars doivent servir à protéger les 4 360 Indiens qui sont répartis sur 42 "villages" dans la zone d'influence du projet Carajas.

Lors de la signature de l'accord entre la FUNAI et la CVRD, le 6 juillet 1982, le ministre de l'Intérieur, Mario Andreazza, a déclaré que "le gouvernement cherche à concilier toujours davantage le développement économique avec la préservation écologique et l'intégrité des communautés indigènes".

Plus réaliste, le directeur du Conseil de "Grand Carajas", Nestor Jost, démontrait que ce financement avait un débouché intéressant : au bout de cinq ans, à l'expiration du projet, "les Indiens auraient si bien assimilé leur acculturation qu'ils pourraient être utilisés comme main d'oeuvre dans le projet".

C'est bien là la raison du projet : les dollars doivent servir à intégrer rapidement les nations indigènes de la région. Les communautés indigènes "ne doivent pas gêner la marche inexorable du progrès". La lecture du projet de la FUNAI est révélatrice : ainsi on va leur construire des maisons avec WC et des écoles, leur acheter des tracteurs et des équipements agricoles, des semences sélectionnées et des vaches

laitières ; l'on ouvrira aussi des boutiques-bazars pour introduire la consommation dans les villages indigènes.

25% du financement du projet sont directement destinés à la FUNAI pour ses propres installations administratives afin de mettre en place le projet. Mais à la FUNAI, les anthropologues ont été remplacés par des militaires, l'on peut être certain que l'intégration des Indiens sera rondement menée... si ce n'est leur disparition.

Laissons conclure Antonio Carlos Moura, journaliste et anthropologue, dans le numéro de septembre 82 de la revue *Porantim* (7) : "Quand le ministre de l'Intérieur Mario Andreazza et le président de la Vale do Rio Doce, Elieser Batista disent que le projet Carajas va préserver l'écologie et la vie des Indiens, il est difficile de savoir si l'on doit rire ou pleurer devant tant de cynisme. Le développement capitaliste prévu pour l'Amazonie ne prête pas la moindre attention à l'équilibre écologique et, du reste, n'a pas à s'en préoccuper puisqu'il n'existe aucune mécanisme permettant de protéger la population et de lutter contre les déprédations du milieu naturel. En ce qui concerne les populations indigènes qui vivent dans la région du projet Carajas; il existe en principe un organisme gouvernemental chargé de sa tutelle. Mais, comme le démontre bien clairement l'accord CVRD-FUNAI, cet organisme est préparé, non pour empêcher les violations des droits indigènes mais pour "adoucir" l'impact du projet agresseur. Pire : la FUNAI prétend "fixer" les Indiens de la région pour qu'ils deviennent une main d'oeuvre marginale pour les entreprises minérales ou agroindustrielles qui vont s'installer à Carajas... Que personne ne se trompe, en se laissant illusionner par les porte-paroles du "progrès irréversible", il n'est permis à personne de prétexter l'ignorance de ce programme d'élimination des peuples indigènes du Para, du Maranhão et Nord de l'état de Goiás".

Est-il permis à la France et à la CEE de prétexter cette ignorance ?

- (1) Cf bulletin du Comité France-Brésil n°42 Mai 1982
- (2) Entreprise brésil-japonaise d'exploitation du projet Cerrado
- (3) IPEA : Institut gouvernemental dépendant du Ministre de la Planification de Delfim Netto
- (5) ONG Organisation non gouvernementale
- (6) FUNAI : Fondation Nationale de l'Indien, des nations indigènes et dépendant du Ministère de l'Intérieur
- (7) "Porantim" : organe officiel du CIMI Conseil Indigène Missionnaire lié à la Conférence Nationale des Evêques Brésiliens.

Sources:

- "Relatorio Reservado" 821 du 16/8/82
824 du 6/9/82
825 du 13/9/82
- "Porantim" Sept. 82
- "IstoE" 14/4/82
- "Folha de São Paulo" 29 et 30/5/82
- "Le Monde" 26 Janvier 1982
- Ibase : "Carajas, balanço 81"
- Bulletin du CRIDEV n°33 Juin-Sept. 82
- "Carajas : "O ataque ao cotação da Amazonia", de Lucio Pinto
Editora Marco Zero.